

# cahiers internationalistes

(ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL)

## **Parti de classe et question syndicale**

- **Luttes revendicatives, associations ouvrières, parti de classe (1992)**
- **Parti révolutionnaire et action économique (1951)**
- **«Organismes territoriaux de lutte prolétarienne»  
Que sont-ils et que doivent-ils devenir? (2013)**

Nous reproduisons ci-dessous le texte «Luttes revendicatives, associations ouvrières, parti de classe», paru dans le n° 6/1992 de notre revue *Il Programma Comunista*, la deuxième partie de «Théorie et action dans la doctrine marxiste», rapport présenté lors de la réunion de Rome du 1<sup>er</sup> avril 1951, republié dans le volume *Partito e classe*, aux éditions *Il Programma Comunista*, suivi de «Organismes territoriaux de lutte prolétarienne. Que sont-ils et que doivent-ils devenir?», publié dans *Il Programma Comunista*, n° 3/2013. Ensemble, ils constituent la base nécessaire sur laquelle fonder toute perspective de renaissance d'un front de classe capable de résister à l'attaque patronale et de préparer la future contre-offensive ouvrière.

# LUTTES REVENDICATIVES, ASSOCIATIONS OUVRIÈRES, PARTI DE CLASSE

## I Points de principe

1. «La juste praxis marxiste enseigne que la conscience de l'individu ou même de la masse suit l'action et que l'action suit l'impulsion donnée par l'intérêt économique. C'est seulement dans le parti que la conscience, et dans certaines phases, la décision d'action précèdent le heurt de classe. Mais cette possibilité est organiquement inséparable du jeu moléculaire des impulsions physiques et économiques initiales» (extrait de «Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste», 1951).

Renversant le schéma idéaliste d'interprétation des événements humains, le marxisme voit dans l'histoire le théâtre de luttes entre des classes déterminées à agir dans des camps antagonistes en fonction de leurs besoins et intérêts matériels et qui, ce n'est qu'ensuite, sous l'impulsion du cours de ces luttes, prennent conscience de la direction dans laquelle elles s'engagent. Toute l'échelle ascendante esquissée par le Manifeste du Parti communiste (1848), depuis les premières réactions instinctives à l'exploitation capitaliste jusqu'à la constitution du prolétariat en classe, puis en parti, et à l'organisation de la classe en classe dominante par la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature, non seulement a ses racines nécessaires dans des déterminations économiques élémentaires, qui sont elles-mêmes le reflet de la pression des forces productives contre l'enveloppe des rapports de production, mais s'en nourrit continuellement. Il est vrai que l'on ne fait pas les révolutions, mais qu'on les dirige: il est tout aussi vrai qu'on ne les dirige qu'autant que les grandes masses prolétariennes sont contraintes à les faire, et que ce qui les y détermine n'est ni une conscience et une volonté explicites de leur part, ni même le fait que cette conscience et cette volonté leur auraient été transmises dans leur totalité par le Parti.

2. «De la manière dialectique d'envisager la formation de la conscience de classe et l'organisation unitaire du parti de classe», [il résulte que celui-ci, en quelque sorte] «fait passer une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés et partiels déterminés par les intérêts de groupes vers le terrain de l'action prolétarienne générale», [ainsi] «il n'y parvient pas par la négation des mouvements élémentaires, mais réalise leur intégration et leur dépassement à travers l'expérience vivante, en incitant à leur réalisation, en y prenant une part active, en les suivant attentivement tout au long de leur développement» («Thèses de Rome» 1922, partie III, §11).

Il en résulte que:

**a)** le travail de propagande et de prosélytisme d'une part et d'autre part l'importance numérique du parti et son influence réelle sur des couches plus ou moins larges du prolétariat sont inséparables «de la réalité de l'action prolétarienne, du mouvement prolétarien dans toutes leurs manifestations»;

**b)** c'est «une erreur banale de considérer que la participation à des luttes pour des résultats contingents et limités est en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale».

Une thèse fondamentale du marxisme, et donc de notre courant, affirme que cette liaison, tantôt large et profonde, tantôt restreinte et épisodique selon les circonstances objectives, ne peut jamais être obtenue au moyen d'expédients tactiques détachés des principes, mais représente en toutes circonstances une des tâches fondamentales du parti, et que d'autre part, c'est seulement grâce à ce lien que la lutte économique prolétarienne peut s'élever au-dessus du niveau trade-unioniste – le plus élevé auquel elle puisse atteindre par ses seules forces (Lénine) –, et atteindre le niveau d'une lutte de toute la classe exploitée contre toute la classe exploiteuse, et, quand les conditions objectives nécessaires le permettent, le niveau de la lutte révolutionnaire pour le renversement du pouvoir d'État concentré et dictatorial du capitalisme et pour l'instauration du pouvoir centralisé et dictatorial du prolétariat.

3. Pour les mêmes raisons de principe, la participation du parti, par l'intermédiaire de ses groupes, à la vie de toutes les formes d'association économique du prolétariat ouvertes aux travailleurs (et seulement aux travailleurs) de toute appartenance politique fait partie intégrante de cette tâche – ces associations économiques étant, selon le «Manife-

ste» (1848) et selon tous les textes du marxisme, le produit nécessaire de ces luttes. Les affirmations suivantes comptent parmi les positions fondamentales du parti:

- le syndicat ouvrier n'est jamais révolutionnaire par lui-même, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre forme d'organisation immédiate, même non exclusivement économique: bien au contraire, du fait même de son immédiateté et de la présence d'intérêts contingents variant d'un groupe d'ouvriers à l'autre, il tend à s'enfermer dans les limites mesquines et corporatistes d'une action minimaliste et réformiste; mais il peut toutefois devenir un instrument vital de la révolution, et tout d'abord, de la préparation révolutionnaire du prolétariat, dans la mesure où le parti conquiert une influence considérable dans son sein, c'est-à-dire parmi les masses organisées;

- pour la bonne réalisation de cette tâche et pour l'action finale révolutionnaire elle-même, qui présuppose entre autres la centralisation des forces ouvrières, il est souhaitable qu'il soit unitaire, c'est-à-dire qu'il comprenne tous les travailleurs placés dans une situation économique spécifique. Le corollaire de cette thèse est qu'on ne remédie pas aux tendances des organisations économiques à dégénérer, ni à leur dégénérescence en cours, par la création d'organismes immédiats ayant une forme différente, et surtout pas par des organismes locaux ou limités à l'entreprise; l'apparition de ceux-ci est bien une donnée nécessaire du développement des conflits sociaux et parfois un symptôme positif du dégoût des masses pour la pratique opportuniste ou même contre-révolutionnaire des centrales syndicales, et le Parti peut dans certaines circonstances s'appuyer sur eux en les centralisant, mais, pris en eux-mêmes, ils reproduisent sur le plan organisationnel les lacunes, les limites et les faiblesses des luttes économiques partielles.

**4.** Conformément à la tradition marxiste, la Gauche marxiste italienne a donc toujours considéré, et le parti considère comme des conditions de son existence en tant que facteur agissant de la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire et de sa victoire:

**a)** l'apparition de luttes économiques à vaste échelle et sous une forme non épisodique – et l'intense participation du parti, pour les raisons sus indiquées, à ces luttes;

**b)** l'existence d'un réseau qui ne soit ni éphémère ni même épisodique d'organisations intermédiaires entre le parti et la classe et l'intervention du parti dans ces organisations, pour y conquérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez d'influence pour pouvoir les utiliser comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives.

Il ne relève pas non plus de l'approche marxiste classique, mais s'inscrit au contraire clairement dans une tradition idéaliste, que de supposer, comme condition d'appartenance aux syndicats ouvriers et de l'action politique révolutionnaire du Parti communiste au sein de ceux-ci, une prétendue «pureté» de ces derniers face aux influences contre-révolutionnaires – pureté à laquelle aucun organisme de base ne peut prétendre et dont même le parti n'est pas, par essence, à l'abri –, ni d'opposer des associations composées uniquement de communistes à des associations syndicales dirigées par d'autres partis se disant ouvriers.

«Le syndicat ouvrier comprend des travailleurs qui appartiennent individuellement à différents partis, ou à aucun parti; les communistes ne proposent ni ne provoquent la scission des syndicats du fait que leurs organes directeurs sont conquis et détenus par d'autres partis mais ils proclament de la façon la plus ouverte que les syndicats ne remplissent complètement leur fonction que lorsque c'est le parti de classe du prolétariat qui dirige les organisations économiques.» («Plate-forme politique» de 1945 du Parti communiste internationaliste).

Cela s'applique même à la lutte pour des améliorations économiques immédiates, et pas seulement à la lutte révolutionnaire finale dans laquelle soit les syndicats soit d'autres organisations intermédiaires risquent de jouer un rôle contre-révolutionnaire s'ils ne sont pas dirigés ou même seulement influencés par le parti. Au cas contraire, leur rôle peut être positif, mais il n'est ni suffisant ni déterminant: le Parti ne suffit pas non plus pour remporter la victoire, mais lorsque les conditions sont favorables, son rôle est certainement décisif.

Tout comme le parti considère (et enseigne aux ouvriers à considérer) les revendications et les luttes économiques non pas comme des fins en soi, mais comme des moyens nécessaires à la préparation, à l'entraînement et à l'organisation du prolétariat en vue de ses objectifs finaux (car, si elles devenaient des buts en soi, elles renforceraient le rapport salarial au lieu de tendre à le détruire), de même le Parti voit et déclare ouvertement voir dans les formes immédiates

d'association des ouvriers non pas le but de la lutte d'émancipation du capital, mais un instrument que le Parti peut et doit utiliser pour atteindre le but suprême du communisme, sans pour autant l'élever – comme il n'élève aucune forme d'organisation – au rang de fétiche sacré et intangible.

## **II Évolution historique et perspectives des organisations intermédiaires de la classe ouvrière**

1. Les considérations ci-dessus établissent les points de principe sans lesquels il est impossible de donner les moindres directives pratiques précises. Elles seraient cependant incomplètes sans une analyse du cours historique que l'associationnisme ouvrier a suivi depuis la victoire du mode de production capitaliste jusqu'à sa phase sénile impérialiste, et que notre parti a caractérisé avec précision dans ses textes fondamentaux du second après-guerre.

Dans une phase initiale, la bourgeoisie victorieuse interdit et dispersa par la force les premières associations ouvrières de résistance, les poussant par contrecoup sur le terrain de la lutte politique ouverte et violente. C'est pourquoi la Première Internationale put naître en partie comme regroupement d'associations économiques dirigées par le Conseil Général en fonction d'un programme visant à préparer l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir politique des classes dominantes, rempart de leur pouvoir économique.

Dans la phase suivante par contre, la bourgeoisie jugea plus opportun et même nécessaire pour la stabilité de sa domination de tolérer, puis de permettre les coalitions de salariés, tout en s'efforçant de les attirer dans son orbite politique grâce à ses relations et ses compromis avec les dirigeants syndicaux réformistes et en s'appuyant sur une aristocratie ouvrière intéressée au maintien de l'ordre politique et social d'où elle tirait des privilèges plus ou moins illusoire, mais néanmoins désastreux pour la conscience et la combativité de classe.

Cette expérience provoqua des réactions au sein même des syndicats de la part de courants socialistes de gauche combattifs. Surtout en Italie, en France et aux États-Unis, elle alimenta aussi par contrecoup l'illusion anarcho-syndicaliste qu'on pouvait se préserver de l'opportunisme minimaliste en opposant aux organisations économiques existantes d'autres organisations «congénitalement» révolutionnaires. Pendant la première guerre mondiale, elle aboutit dans la plupart des pays à une collaboration des classes parallèle à l'Union sacrée des partis, et dans une petite minorité de pays, à une neutralité timorée et rien moins que convaincue, et très peu de dirigeants syndicaux, même anarcho-syndicalistes, échappèrent à la dégringolade générale.

2. Dans le premier après-guerre, on vit les grandes Centrales syndicales s'aligner sur le front de la social-démocratie (dont elles constituaient d'ailleurs, avec les groupes parlementaires, les principaux piliers), c'est-à-dire sur le front de la conservation sociale: c'est ainsi que les syndicats allemands collaborèrent avec les gouvernements social-démocrate dans la répression des mouvements prolétariens, que les syndicats américains sabotèrent les grèves et défendirent l'ordre établi en fonction des intérêts de la main-d'oeuvre qualifiée, tandis qu'ailleurs, par exemple en Italie, les syndicats pacifistes et minimalistes se rapprochaient de façon plus ou moins larvée des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise.

L'extraordinaire vitalité de la classe, la persistance d'une tradition de lutte syndicale, l'afflux dans les organisations traditionnelles de masses considérables poussées à l'action par la terrible crise d'après-guerre et composées surtout d'ouvriers non qualifiés, eurent cependant ce résultat que l'opportunisme qui, par l'intermédiaire des directions syndicales, jouait le rôle d'une courroie de transmission des idéologies et donc des pratiques bourgeoises dans les organisations ouvrières, fut impuissant à empêcher que les syndicats vivent d'une vie intense, même politiquement, la «base» étant, dans certains pays, perpétuellement en ébullition, enflammée qu'elle était, à des degrés divers, par l'Octobre rouge de Russie, et donc accessible à la propagande révolutionnaire des communistes. Ainsi, quoique reflétant les tendances objectives de la phase impérialiste, l'opportunisme ne put jouer alors son rôle actuel d'agent de la soumission directe des syndicats à l'État bourgeois.

C'est pourquoi l'internationale reconstruite sur la base de la doctrine marxiste intégralement restaurée non seulement souligna la nécessité pour les communistes de faire un travail révolutionnaire dans les syndicats, «même les plus

réactionnaires», par tous les moyens légaux et illégaux, mais put ne pas exclure leur conquête par le Parti, sauf dans des cas semblables à celui de l'American Federation of Labour, fermée non seulement à la propagande révolutionnaire, mais à la grande masse des salariés. La façon dont cette conquête devait ou plutôt pouvait être réalisée dépendait de chaque cas spécifique, mais de toute façon la conquête elle-même ne pouvait résulter que de violentes batailles contre l'opportunisme installé non seulement à la direction, mais dans de larges couches ouvrières, c'est-à-dire «à la base» des organisations existantes. En même temps, l'I. C. donna à ses membres la directive d'appuyer les organisations qui s'étaient constituées en opposition aux centrales officielles sous la pression du dégoût que la pratique des «bonzes» inspirait aux prolétaires combattifs, et de leur volonté de se battre sur le terrain de la lutte de classe ouverte et directe. Elle entendait les aider ainsi à se libérer de leurs préjugés anarcho-syndicalistes, n'hésitant pas lorsque cela s'imposait pour des raisons objectives, à favoriser à l'échelle générale la scission des vieilles organisations économiques complètement pourries (cf. Thèses du IIe Congrès sur les syndicats, les conseils d'usine, etc., 1920).

**3.** La situation en Italie était particulièrement claire à cet égard et si nous en parlons, c'est parce qu'elle nous aide, mieux qu'aucun exemple de cette époque, à bien comprendre les changements qui se sont produits plus tard sous la double influence de la victoire du fascisme et de la féroce vague contre-révolutionnaire stalinienne.

Les trois organisations qu'on pouvait à bon droit appeler rouges, CGL (Confédération Générale du Travail), USI (Union Syndicale Italienne), SF (Syndicat des Cheminots) – s'opposaient aux associations d'origine clairement patronale qu'on qualifiait de «jaunes» et de «blanches»: nées sur l'initiative de partis et de courants ouvertement de classe, elles prônaient les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, et dans la mesure où cela était compatible avec les tendances opportunistes de leurs dirigeants, elles les appliquaient. Elles tendaient à l'autonomie par rapport au pouvoir et à l'administration de l'État, et elles n'auraient jamais pu accepter de la sacrifier; la tradition qu'elles avaient derrière elles était donc tout autre chose qu'une formule abstraite ou un article de statut: elle s'incarnait à la fois dans des masses combattives et dans un réseau structuré et serré de ligues et de bourses du travail où toutes les catégories ouvrières se rencontraient et se mêlaient tout naturellement. Ces Bourses étaient souvent le local du cercle ouvrier et parfois même le siège du Parti. Dans tous les cas, c'étaient des forteresses interdites au curé comme au fonctionnaire ou, ce qui revient au même, au policier et, au besoin, on les défendait l'arme au poing contre les assauts conjugués des forces de l'ordre démocratique et des bandes fascistes. L'influence de cette tradition réelle et matérielle ne s'exerçait pas seulement de l'extérieur, mais, à un degré inimaginable aujourd'hui, à l'intérieur même des organisations syndicales, et c'est elle qui imposait des limites précises aux dirigeants opportunistes eux-mêmes. Ouvertes à tous les salariés de toute conviction politique ou religieuse, et donc également à l'influence du parti révolutionnaire marxiste, ces organisations étaient, en dépit de leur direction opportuniste, des syndicats de classe.

La preuve de leur nature organique de syndicats rouges nous est fournie par une double série de faits: d'une part, la classe bourgeoise, qui cherchait désespérément à rassembler ses «membres épars» dans une organisation centralisée et centralisatrice, et donc à supprimer en premier lieu l'autonomie du mouvement ouvrier, dut prendre d'assaut les locaux des syndicats, ligues et Bourses du Travail et, après les avoir conquis, détruire le réseau des organisations traditionnelles pour en construire un nouveau pour son usage personnel; d'autre part, dans la phase finale de l'affrontement avec les fascistes, la Gauche put lancer le mot d'ordre de défense des syndicats rouges traditionnels et de la nécessité de les reconstituer, une fois qu'ils auraient été détruits, en sabotant ouvertement les syndicats corporatistes et d'État (cf. «Thèses de Lyon», partie III, § II).<sup>1</sup>

Il n'est pas question de donner un brevet prolétarien aux chefs syndicaux réformistes de l'époque, mais il faut «fournir des faits utiles à la compréhension du développement du régime capitaliste et des réactions du mouvement ouvrier, qui, dans ses formes d'organisation comme dans ses tendances, ne peut pas ne pas se ressentir de ce développement» (cf. «Les scissions syndicales en Italie» 1949).

Ce qu'il s'agit de comprendre est la chose suivante: dans les années 1921–1923, le problème qui se posait au Parti dirigé par la Gauche marxiste italienne de travailler dans les syndicats pour établir un lien avec les masses, les gagner au Communisme et renverser les directions opportunistes (la propagande pour l'unification des deux centrales autonomes

---

1. Ce n'est pas un hasard si l'un de nos textes fondamentaux, rappelant que, dans la perspective révolutionnaire, il est «indispensable d'avoir, de manière organique, entre les masses prolétariennes et la minorité encadrée au sein du parti, une autre couche d'organisations constitutionnellement accessibles aux seuls ouvriers», écrit que les lignes générales de cette perspective n'excluent pas la possibilité des «conjonctures les plus variées, dans leur évolution, leur dissolution et leur reconstruction, d'associations de type syndical pour toutes celles qui se présentent aujourd'hui dans les différents pays» («Parti révolutionnaire et action économique», 1951).

avec la CGIL n'avait pas d'autre but) se résolvait de lui-même: les rapports et les conflits sociaux, les formes d'organisation et de lutte, tout dans la réalité d'alors répondait de façon évidente et naturelle à ces positions de principe.

**4.** Après la seconde guerre mondiale, sans rien changer aux positions de principe et même en les réaffirmant de façon encore plus nette et plus tranchante face au démantèlement non seulement du mouvement communiste, mais du mouvement ouvrier en général dans le monde entier, le parti a constamment nié que la phase ouverte par la fin du conflit puisse être interprétée comme une reproduction mécanique de la situation sociale du premier après-guerre. En réalité, au cours des vingt années 1926–1945, les rapports de forces entre les classes avaient été bouleversés par l'action conjuguée de la dévastation stalinienne et de la réorganisation du monde capitaliste dans un sens totalitaire, centralisateur et, pour tout dire, fasciste, même là (nous disions: surtout là) où subsistait l'hypocrisie des consultations démocratiques et des libertés civiles. Malgré la cassure de l'Union sacrée de 1914 et du soutien que l'opportunisme apporta dans la majorité des pays à la politique de défense nationale, la première guerre mondiale elle-même n'avait pas réussi à briser la continuité programmatique et tactique dans laquelle le marxisme a toujours vu la condition et, si l'on veut, la garantie de la reprise de classe. malgré. cette cuisante défaite politique du prolétariat, cette continuité s'incarna partout dans des groupes d'opposition communiste, même restreints, qui permirent la constitution de l'I.C. Par contre, en détruisant physiquement cette I.C. (bien avant de la dissoudre formellement), en pratiquant la politique des Fronts populaires, en faisant entrer l'U.R.S.S. dans la Société des Nations, le stalinisme a mis le prestige du pseudo socialisme de l'U.R.S.S. au service de la soumission intégrale du mouvement ouvrier politique et syndical à la classe dominante, livrant finalement le prolétariat au massacre impérialiste, soit comme victime désarmée, soit pis encore, comme chair à canon volontaire.

Cette terrible œuvre de destruction fut incomparablement plus grave, par ses conséquences durables, que n'importe quelle défaite physique sur le champ de bataille. C'est grâce à elle que l'évolution du capitalisme dans le sens de la centralisation et de la discipline a pu faire des pas de géant. On ne peut mesurer toute la portée de ce phénomène qu'à la condition de ne pas concentrer toute son attention sur le fascisme ou le nazisme qui n'en fut jamais que la manifestation la plus nette, et d'en suivre au contraire la progression dans les U.S.A. de Roosevelt, dans la France du Front populaire, dans la démocratie suisse classique, dans la démocratie «socialisante» des pays scandinaves, et plus tard dans l'Angleterre du «Welfare». Dans tous ces pays, la pratique qui s'est imposée est de type éminemment totalitaire et consiste à «attirer le syndicat ouvrier parmi les organismes d'État, en le disciplinant par un ensemble de mesures juridiques qui peuvent prendre différentes formes» (il suffit de penser à la «paix du travail» helvétique, à la réglementation du droit de grève en Scandinavie, en Amérique, et récemment en Grande-Bretagne) et à le priver d'une part considérable de son rôle d'assistance, de protection, de négociation, en faveur d'organismes étatiques spécialisés, placés au besoin sous l'égide d'une démocratie progressive (cf. la France de Blum!) à laquelle l'anti-fascisme rendit une virginité, avec la bénédiction du Kremlin.

Dans tous ces pays existait une longue tradition réformiste dont le stalinisme redora le blason et sur laquelle il vint se greffer. C'est elle qui permit de passer sans douleur et de façon presque insensible aux formes les plus modernes d'administration centralisée (et même de gestion économique directe) de la domination capitaliste. Ce n'est pas un hasard si dans les deux pays où après la première guerre la menace de la révolution prolétarienne avait été la plus imminente, l'Italie et l'Allemagne, cette tâche fut au contraire confiée au fascisme, dans lequel la Gauche marxiste italienne reconnut d'ailleurs dès le début non seulement l'aboutissement nécessaire, mais la réalisation historique pleine et entière du «réformisme social». Dans les deux cas, le résultat fut identique: destruction de la dernière marge d'autonomie du mouvement ouvrier là où il n'avait pas été écrasé dans le sang, et possibilité pour la classe dominante de «Manœuvrer et diriger par les moyens les plus divers, non seulement les organismes constitutionnels inter-classistes de la démocratie, mais aussi les associations qui ne regroupent que des prolétaires», grâce au «contrôle étroit et même à l'absorption totale» de ces associations, «de sorte que toutes leurs fonctions traditionnelles, techniques, syndicales, économiques et politiques, sont de plus en plus exercées par des organes et des bureaux de l'appareil d'État officiel» («Analyse des facteurs objectifs qui pèsent sur la reprise du mouvement prolétarien», 1950).

C'est sous le signe de la domination totalitaire des États monstrueux sortis vainqueurs de la «croisade anti-fasciste» de la seconde guerre mondiale, quoique vaincus sur le terrain politique et social, puisqu'ils agissaient en parfaite continuité avec le fascisme, que «se reconstituèrent» en Italie la CGL et dans la France naguère occupée par le nazisme, les trois centrales «historiques» (ou plutôt les deux centrales, car la troisième, F.O., ne se forma qu'en avril 1948). La CGIL est née sur un terrain dont le stalinisme avait balayé toute tradition syndicale de classe et où pullulaient par contre les organisations d'assistance et d'assurance sociale d'État héritées du fascisme grâce à un «compromis non entre trois

partis prolétariens de masse, qui n'existent pas, mais entre trois groupes de directions, de cliques non prolétariennes, prétendant à la succession du régime fasciste»; le parti déclara dès 1944 qu'une telle solution devait être combattue «en invitant les prolétaires à renverser cet appareil opportuniste de contre-révolutionnaires professionnels». La CGIL est donc née comme la projection sur le plan syndical des CLN (Comités de Libération Nationale) de la nouvelle alliance contre-révolutionnaire placée sous le signe de la démocratie, et comme un instrument (qui s'est révélé tout à fait efficace) de reconstruction de l'économie au prix de la sueur et, au besoin, du sang des prolétaires. La centrale française, qui ne se divisa qu'en avril 1948, était contrôlée par les mêmes forces associées au gouvernement, et avec le même objectif. Dès lors, il n'existait plus de confédération rouge, même sous contrôle réformiste: il existait une confédération tricolore, et, selon le Parti, cette réalité n'a pas été modifiée par les scissions de 1948 en France et de 1949 en Italie, qui eurent lieu pour des raisons totalement étrangères à toute délimitation de classe, et liées à des ruptures dans l'ancienne alliance de guerre des impérialismes.

À l'absence des conditions minimales d'une autonomie de classe au sein des organisations économiques existantes se sont progressivement ajoutés les facteurs suivants:

- 1)** un assujettissement presque total du prolétariat aux forces de l'opportunisme qui se trouvait aggravé par le poids matériel tant de la Russie et de ses agences politiques que des forces d'occupation alliée et dont la manifestation fut l'absorption d'idéologies petites-bourgeoises ou même bourgeoises par le prolétariat;
- 2)** un «changement du rapport entre employeur et ouvrier salarié», qui, grâce à toute une «gamme de mesures réformistes d'assistance et de prévoyance», fait que l'ouvrier possède une «petite garantie patrimoniale (...) et donc quelque chose à risquer, ce qui le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale (...) et surtout au moment de la grève et de la révolte» (cf. «Parti révolutionnaire et action économique», 1951);
- 3)** une pratique, qui s'était déjà largement imposée avant même l'effondrement du stalinisme et de ses barrières territoriales et idéologiques, consistant à associer les syndicats aux choix de politique économique de la classe dominante, tant au niveau des entreprises (la Mitbestimmung allemande !) qu'au niveau du parlement et du gouvernement, ce qui a eu pour conséquence de «sensibiliser» de larges couches de la population aux problèmes et aux besoins de la «nation».

De cet ensemble de facteurs, nous n'avons jamais conclu et nous ne serons jamais tentés d'en conclure, à la façon de Marcuse, que la classe ouvrière est «définitivement embourgeoisée» et donc que sa mission historique objective est finie. Pourtant, il est sûr que ce fait a constitué et constitue un frein à la reprise de l'action non seulement révolutionnaire, mais même économique, même si, demain, il se change en un facteur de déséquilibre supplémentaire dans les conditions d'insécurité totale où se trouveront les salariés lorsque la crise en aura fait à nouveau des «sans-réserves». C'est également pourquoi l'opportunisme est et nous apparaît aujourd'hui mille fois plus virulent qu'à n'importe quelle époque de l'histoire des conflits sociaux: il pénètre par mille voies, non plus seulement dans la couche relativement mouvante et restreinte de l'aristocratie ouvrière, mais dans le sein même d'un prolétariat déjà «infesté de démocratisme petit-bourgeois jusqu'à la moelle» (cf. «Considérations sur l'activité organique du parti lorsque la situation générale est historiquement défavorable», 1965).

Après la guerre, la situation mondiale de l'associationnisme ouvrier est donc la suivante: ou bien des syndicats directement insérés dans les rouages de l'appareil d'État, comme dans le bloc capitaliste de l'Est, ou bien des syndicats intimement liés à eux par des liens d'autant plus efficaces qu'ils sont plus hypocritement dissimulés, comme dans le bloc capitaliste de l'Ouest, sans parler des syndicats que les jeunes bourgeoisies des anciennes colonies du Tiers-Monde ont constitués et qui, dépendant directement de l'État, ne sont que des instruments de «mobilisation» et de discipline de la force de travail. Le fait que dans quelques pays existent encore des Centrales distinctes n'ôte rien à cette réalité constamment dénoncée dans les textes fondamentaux du parti. Il le peut d'autant moins que, comme en Italie, ces centrales se préparent à une réunification qui n'est nullement un retour à la situation des Comités de Libération nationale, dont elles n'ont jamais abandonné l'idéologie, mais un aveu ouvert du fait qu'en dépit des apparences, elles sont restées les mêmes qu'à cette époque, c'est-à-dire qu'elles forment un unique bloc contre-révolutionnaire, courroie de transmission d'idéologies, de mots d'ordre et de programmes bourgeois.

Ces cinq dernières années [NdT: ce texte a été écrit en 1992], en particulier, ont en réalité été marquées par: **a)** une implication croissante des syndicats démocratiques dans la politique générale de l'État, y compris dans des questions qui ne concernent pas strictement la classe ouvrière, dont ils sont devenus les conseillers incontournables, et qu'ils ont toujours soutenue dans la pratique de la réglementation (devenue, sans surprise, une autorégulation) des grèves et du respect de la compatibilité entre les revendications des travailleurs en matière de salaire et de temps de travail et

les exigences «supérieures» de la collectivité nationale; **b)** l'adhésion explicite des organisations syndicales officielles à la théorie patronale flambant neuve (et d'inspiration «japonaise») de la «qualité totale», avec pour double effet de lier encore davantage les travailleurs au sort de l'entreprise (les entreprises privées, l'entreprise-patrie) et d'accroître les différences salariales déjà importantes en élargissant l'éventail des salaires de la catégorie selon des critères de professionnalisme, de méritocratie et d'efficacité. Le fait que les syndicats actuels soient composés à la base de salariés – ce qui nous impose, à leur égard, des devoirs précis de pénétration à des fins purement de bataille classiste parmi les grandes masses – n'enlève rien au fait qu'ils représentent de plus en plus, pour les travailleurs, une prison, et qu'à ce titre, ils doivent être dénoncés sans équivoque.

**4)** Nous avons dit en 1949, et nous le répétons aujourd'hui, que ce processus est tout aussi irréversible que l'évolution totalitaire et centralisatrice du capitalisme impérialiste tant en économie qu'en politique, et que c'est lui qui donne «la clé de l'évolution des syndicats dans tous les grands pays capitalistes». Mais nous avons la certitude scientifique que le processus qui depuis plus de trente ans sépare la classe de son Parti et lui fait considérer le communisme comme invraisemblable ou même impossible est, lui, réversible; nous avons la certitude scientifique que si la dynamique de la phase impérialiste implique «l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'État bourgeois», elle implique aussi le déclenchement à l'échelle mondiale de la crise économique et l'explosion de la reprise généralisée de la lutte de classe, pour éloignée qu'elle puisse apparaître aujourd'hui.

La véritable conquête, durable et fondamentale, d'une telle reprise, sera le retour sur la scène historique, en tant que facteur agissant, de l'organisation sévèrement sélectionnée et centralisée du parti, mais elle s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire, ce ne seront pas les syndicats: dans la révolution russe, ce ne sont pas eux, mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la Révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme, où régnera non pas le calme apparent de la période «démocratique» du capitalisme, mais plus encore qu'après la première guerre mondiale, la haute tension politique qui caractérise les grands tournants de l'histoire, puisque l'aggravation de tous les antagonismes provoque nécessairement au sein même de la classe ouvrière de profondes fractures, des conflits exaspérés entre l'avant-garde de la classe et ses arrière-gardes hésitantes et rétives.

Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des formes [cf. note 1] que prendra la reprise de la lutte de classe et des modes d'organisation qu'elle tendra à se donner: c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme. Si ce processus aboutit à la prise du pouvoir par le prolétariat et à l'instauration de sa dictature révolutionnaire, non seulement la forme syndicale ne disparaîtra pas, mais au contraire (si elle a été éclipsée par d'autres organismes intermédiaires mieux adaptés aux exigences de la lutte révolutionnaire), elle devra renaître, mais, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle constituera un maillon capable de souder solidement au Parti la classe que sa structure lui permet d'organiser centralement dans sa totalité dans la lutte titanesque qui, sur un parcours ni facile, ni bref, ni, encore moins, «tranquille», mènera du capitalisme – politiquement vaincu, mais survivant dans l'inertie de formes mercantiles impossibles à éradiquer du jour au lendemain – au communisme inférior.

Pour toutes ces raisons de principe gravées dans chacun de nos textes fondamentaux, et en vertu de cette perspective, elle aussi indissociable des fondements du marxisme, il est tout aussi vrai que nous n'avons rien à défendre parmi les formes d'association économique existantes aujourd'hui, qu'il nous faut proclamer, en opposition à celles-ci, le principe permanent de l'associationnisme ouvrier et les conditions de sa réaffirmation au cours du déroulement des luttes de classe, dont les associations intermédiaires sont certes un produit mais aussi un facteur.

### **III Directives pour l'action pratique**

**1.** Le paradoxe du cycle historique actuel – paradoxe qui n'est qu'apparent, compte tenu de la présence des facteurs déjà décrits – réside dans le fait que, face à l'accumulation des contradictions et des ruptures du mode de production capitaliste mondial, la classe ouvrière a été précipitée à un niveau encore plus bas que celui envisagé dans *Que faire?* de Lénine. Alors en effet il s'agissait d'importer dans la classe la conscience politique, le socialisme; maintenant il s'agit de la tâche difficile de souder l'intervention politique du parti à une action économique qui,

spontanément, n'atteint même pas le niveau de ce que Lénine appelait la «conscience trade-unioniste» et qui, sauf des cas tout à fait exceptionnels, garde un caractère sporadique, corporatiste, sectoriel, et nous dirons même contestataire.

Le Parti ne peut certes pas déclencher la lutte des classes; il lui incombe toutefois de rappeler constamment, au cœur même des luttes économiques, même sporadiques et partielles, les conditions élémentaires et indispensables à son renforcement, à son intensification et à son extension, en lançant des mots d'ordre et en prônant des méthodes d'orientation générale visant à rassembler les prolétaires de chaque entreprise, catégorie et localité: extension des grèves dans l'espace et dans le temps; dénonciation de leur morcellement et; pire encore, leur autorégulation; revendication d'augmentations salariales plus importantes pour les catégories les moins bien rémunérées; réduction massive du temps de travail; abolition des heures supplémentaires, des primes, des incitations, du travail à la pièce; salaire plein aux chômeurs, aux licenciés, aux immigrés, etc.; dénonciation du travail de sabotage et de division des syndicats qui, sans surprise, rejettent ces revendications. Cela ne signifie pas pour autant que le Parti doive renoncer un seul instant à l'agitation et à la propagande des objectifs suprêmes du mouvement prolétarien. Il doit s'attacher à montrer à la classe ouvrière à quel point les faits confirment la position marxiste, affirmant que même si une lutte économique vigoureusement menée peut apporter un soulagement temporaire aux ouvriers et atténuer les formes les plus odieuses de l'exploitation capitaliste, jamais elle ne pourra émanciper le prolétariat de sa condition de classe exploitée et opprimée. Présentant donc toujours à celle-ci le but final, le Parti doit également lui montrer la nécessité de l'organisation politique, ainsi que, pour le développement coordonné des luttes économiques, d'un réseau intermédiaire d'organisations de classe placées sous son influence.

**2.** Le Parti doit avoir pleinement conscience – et le courage de le proclamer – que la voie de la reprise prolétarienne de classe, pour sortir de l'abîme de la contre-révolution, passera nécessairement par des expériences douloureuses, des revers brutaux, des déceptions amères, ainsi que par des tentatives confuses de se libérer du poids écrasant de plus de cinquante ans de pratiques opportunistes infâmes. Non seulement il ne peut condamner les épisodes de grèves sauvages, de constitution de comités de grève ou «de base», etc. – phénomènes d'ailleurs récurrents tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, indépendamment des noms qu'ils ont pu prendre –, mais il ne peut non plus s'en désintéresser sous prétexte qu'ils ne s'inscrivent pas dans le schéma harmonieux d'un combat organisé centralement et livré sur tous les fronts. Il y reconnaît au contraire le symptôme d'une réaction instinctive du prolétariat contre l'impuissance à laquelle les syndicats condamnent ses luttes et ses revendications. Il doit en profiter pour inculquer à une couche même restreinte d'exploités la conscience que leurs efforts, pour généreux qu'ils soient, sont condamnés à demeurer stériles si la classe ne trouve pas en elle-même la force d'accomplir un revirement politique total pour se diriger vers l'assaut direct et général du pouvoir capitaliste. En 1920 l'attitude de la Fraction abstentionniste qui fonda le Parti Communiste d'Italie ne fut pas différente, face à des épisodes comme l'occupation des usines ou le lancement de certaines grèves à vaste échelle en opposition ouverte avec la direction de la Confédération, car tout en estimant ceux-ci stériles pour les objectifs poursuivis, elle les jugeait fertiles en enseignements politiques grâce à l'action opiniâtre du parti.

De même (et avec les réserves imposées par le fait que la crise capitaliste reste toujours une crise «rampante» et que nous ne pouvons donc avoir d'influence réelle que dans des cas épisodiques d'importance négligeable), les militants ouvriers du parti ne refuseront pas de partager la responsabilité de comités ou d'autres organes temporaires, pourvu qu'ils ne soient pas manœuvres au départ par des forces politiques étrangères à la tradition de classe, et qu'ils expriment une combativité ouvrière réelle. Ils ne négligeront cependant aucune occasion de rappeler la nécessité de dépasser les limites de l'usine ou de la localité, et d'utiliser l'énergie de classe à renforcer le parti révolutionnaire et à faire renaître des organismes de classe intermédiaires, chose que seule une vigoureuse reprise prolétarienne rendra possible. Ils ne devront jamais tomber dans l'erreur de théoriser ou d'admettre qu'on théorise des organes locaux et temporaires comme le modèle de la future association économique ou intermédiaire en général.

**3.** En conclusion, dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire tant que perdure la domination écrasante de l'opportunisme, notre position en matière d'action économique, et donc syndicale, ne peut être, comme elle ne l'a jamais été, ni celle velléitaire, qui prône l'abandon massif des syndicats officiels par les travailleurs ou leur désertion (sauf cas particuliers) par nos militants, ni celle, résignée, qui consiste à affirmer que les organismes de défense immédiate, nés en dehors et contre ces organisations, et qui expriment l'intolérance, voire le rejet, de la pratique désormais bien établie de l'opportunisme au sein des organisations syndicales reconnues par l'État bourgeois et

collaborant avec lui de diverses manières, n'ont aucune raison d'être sur le plan matériel et ne peuvent donc pas ouvrir un champ d'action classe fertile. Notre mot d'ordre, nullement en contradiction avec le rejet total de l'opportunisme syndical allant jusqu'à la collaboration directe avec l'ennemi, reste par conséquent condensé dans les termes récurrents de notre propagande: «action hors et dans les syndicats existants pour la défense des méthodes de la lutte des classes et pour la reconstruction, à terme, du syndicat rouge».

**4.** En débattant de l'opportunité pour les militants d'adhérer ou non à tel ou tel syndicat officiel – une démarche qui n'avait d'autre but que d'ouvrir toutes les brèches possibles à notre action et à notre propagande au sein des rangs des travailleurs syndiqués –, les Thèses de 1972, dont nous avons jusqu'à présent reproduit le texte presque mot pour mot, proclamaient au point 3 de la section III:

«En Italie et en France, où subsistent plusieurs syndicats, la place de nos militants et de nos groupes communistes est dans la CGIL et la CGT. Ce n'est pas que le parti les considère comme des syndicats «de classe»; ce n'est ni seulement ni surtout parce qu'ils rassemblent le plus grand nombre d'ouvriers puisque désormais les autres centrales regroupent elles aussi de forts pourcentages de purs salariés: c'est parce qu'ils constituent le champ d'action spécifique du pire agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, cet ultra-opportunisme stalinien qui, après avoir achevé son œuvre de destruction du mouvement ouvrier, est devenu directement un pilier de la conservation sociale en adoptant et en pratiquant des principes dignes aussi bien de la «Charte du Travail» mussolinienne, que de l'Encyclique pontificale «Rerum Novarum». Cet ultra-opportunisme faisant passer sous un étiquette glorieuse un programme et des méthodes contre-révolutionnaire, nous devons lui opposer polémiquement la tradition de classe des anciennes confédérations syndicales unitaires, c'est-à-dire un passé dont les autres centrales ne peuvent pas se targuer puisqu'elles sont ouvertement d'origine patronale».

L'évolution ultérieure, à l'échelle mondiale, des syndicats d'affiliation stalinienne a largement privé une telle orientation de sa base historique; cette orientation, dans le cadre de l'action spécifiquement syndicale du Parti, privilégiait la CGIL ou la CGT et imposait en quelque sorte au Parti l'adhésion, bien que critique, de nos militants à ces organisations. En effet, le prestige de la CGIL (tout comme celui de la CGT) dans le milieu ouvrier s'est progressivement réduit, entraînant une diminution de ses effectifs, tandis que la variante spécifiquement stalinienne de l'opportunisme a disparu de la scène politique, cédant la place à une variante peu originale du légalisme social-démocrate et provoquant par contrecoup la constitution d'organismes ouvriers «alternatifs» dont nous connaissons bien les limites, mais dont nous devons tenir compte, tant pour leur présence que pour leur potentiel positif, afin d'évaluer l'opportunité d'y mener une activité qui ne soit pas sporadique. Quoi qu'il en soit, le fait que, le stalinisme s'étant dissous en tant que force politique réelle, la CGIL et la CGT aient non seulement conservé jusqu'à présent un large soutien prolétarien, mais aient également cessé d'être le bloc monolithique des trente années précédentes, de sorte qu'on a pu assister à la naissance en son sein de courants d'«opposition»<sup>2</sup> dont le seul but est de maintenir liés à l'organisation en tant que telle, avec le leurre d'une plus grande démocratie interne, les secteurs les plus rebelles à la politique des directions, nous impose une tâche qu'il est de notre devoir d'accomplir également en son sein: il s'agit pour nous (les seuls à pouvoir l'assumer, car nous possédons les armes nécessaires à cet effet) de les démasquer dans leur rôle de digues contre le mécontentement ouvrier.

Comme toujours, la décision d'adhérer à un syndicat plutôt qu'à un autre ne répond en aucun cas à des critères autres que ceux d'une évaluation objective de la possibilité – autorisée par les statuts ou simplement tolérée – de faire valoir au sein de ses rangs le programme du Parti et de rassembler autour de celui-ci un cercle, aussi restreint soit-il aujourd'hui, de prolétaires prêts à se joindre à nous et à nous soutenir, sans exclure la possibilité de prendre la parole lors d'assemblées et de réunions, officielles ou non, même lorsque nos militants devraient en être exclus pour une raison ou pour une autre.

Il est clair qu'aujourd'hui, de telles interventions ne peuvent avoir lieu qu'en marge des organisations officielles et là où les rapports de force permettent de mener localement, de manière fructueuse, une action de critique et d'orientation générale. Il doit être tout aussi clair que, s'ils intervenaient, nos camarades ne présenteraient pas leur intervention comme l'exposé du point de vue d'une «fraction syndicale» spécifique, comme ce fut le cas au lendemain de la Première Guerre mondiale (car cela impliquerait de reconnaître au moins un résidu de nature classiste à la CGIL ou à tout autre syndicat officiel prétendant la remplacer), mais celui de l'exposé du point de

---

2. Par exemple, en Italie, «Être un syndicat».

vue d'une force ou d'un courant réel du mouvement ouvrier; cette intervention ne devra jamais non plus donner lieu à l'équivoque selon laquelle elle viserait l'objectif ultime de la «conquête» d'une organisation définitivement pourrie.

**5.** Un terrain d'essai utile pour la convergence entre l'action politique et l'action syndicale, au sens strict peut être offert, comme cela s'est déjà produit en Italie, par des fonctions auxquelles nos militants peuvent être appelés directement par les ouvriers, telles que celle de délégué d'atelier ou autres fonctions similaires.

Malgré le risque – auquel toute activité syndicale est d'ailleurs toujours exposée – de se laisser enfermer dans une pratique purement minimaliste et corporatiste, ces fonctions, lorsqu'elles sont assumées sur la base de rapports de force favorables, peuvent constituer l'un de ces cas prévus par les «Thèses caractéristiques» dans lesquels, «la dernière possibilité virtuelle et statutaire d'une activité autonome de classe n'étant pas exclue», notre pénétration dans un organisme économique, même périphérique, est souhaitable dans le cadre d'une approche programmatique et politique rigoureuse qui favorise des assemblées ouvrières fréquentes, des initiatives de lutte étendues et sans concession, des formes de prosélytisme, ne serait-ce qu'au niveau individuel, des prises de position ouvertes contre les pratiques des commissions paritaires ou des séminaires sur les temps de travail et autres manœuvres patronales avalisées par les syndicats tricolores, et qui, lorsque l'appareil syndical central réserve aux délégués «rebelle» le sort bien prévisible d'une destitution d'office, n'accepte jamais de la subir passivement, mais qu'on fasse appel contre celle-ci à la seule «autorité» devant laquelle nos militants peuvent se considérer responsables: les prolétaires qui les ont désignés et dont ils ont défendu les intérêts et sont en toutes circonstances déterminés à défendre.

**6.** Comme nous l'avons déjà évoqué, lancer le mot d'ordre d'une sortie massive des syndicats officiels – comme se plaisent à le faire divers groupes et groupuscules gauchistes – serait aujourd'hui velléitaire. Une telle décision supposerait un haut degré de développement des luttes de classe et, par conséquent, des manifestations généralisées non seulement d'intolérance envers l'opportunisme dominant, mais aussi l'affrontement ouvert et quotidien avec des appareils dont le rôle d'agents du capital et de son État au sein des rangs prolétariens serait clairement établi. Que les conditions objectives d'une rupture ouverte et radicale mûrissent peu à peu est démontré tant négativement par l'hémorragie des ouvriers parmi les plus combattifs, dont souffrent les organisations syndicales officielles et qu'elles tentent en vain d'endiguer, que positivement par la constitution – déjà évoquée au point 2 – de comités ouvriers de branche ou d'entreprise en dehors et souvent clairement en opposition aux grandes confédérations: exemple typique mais non unique, en Italie, les Cobas ou, en France, les Coordinations.

Nous disons positivement, non pas parce que nous ignorons les limites de ces organismes (limites dont nous parlerons juste après), ni parce que nous les élevons au rang de modèles idéaux d'organismes immédiats de défense ouvrière (comme le font d'autres groupes, éblouis par leur caractère démocratique, par leur nature d'organismes de «base», poussés à y voir la préfiguration, voire l'embryon du futur «syndicat rouge», comme on avait coutume de l'appeler au lendemain de la Première Guerre mondiale pour l'opposer aux syndicats «tricolores»), mais pour deux raisons tout à fait réalistes:

**a)** le fait même de leur constitution traduit une tendance réelle, matérielle et objective à se libérer du joug de la soumission à des organismes obéissant aux ordres de la classe dominante ou passés directement à son service;  
**b)** comme l'enseigne l'expérience déjà acquise par nos militants au sein de certaines d'entre elles, il est possible d'y mener une action cohérente et rigoureuse de critique et surtout d'orientation classiste, avec des résultats qui, s'ils ne sont pas mesurés à l'aune de la simple contingence, peuvent s'avérer féconds.

Il faut leur reconnaître, sans conteste, le mérite d'avoir opposé une résistance aux diverses formes de réglementation de la grève et d'avoir mené une action unificatrice au sein de leurs catégories respectives, ainsi que d'avoir généralement soutenu la défense des travailleurs. Leurs limites – qui s'expliquent d'ailleurs par la situation politique et sociale dans laquelle nous évoluons encore et par la persistance d'idéologies encore largement répandues dans les milieux de la «gauche» au sens large – résident, d'une part, dans la tendance à se replier sur leur propre catégorie au lieu de se rapprocher d'autres catégories également en lutte et de lier leurs revendications à celles, plus générales, de la classe, d'autre part, dans un démocratisme de fond qui soit rend leurs directions hésitantes à prendre des décisions importantes avant d'avoir obtenu le consentement dûment requis de la base, soit les pousse à prendre des décisions centrales (ou à insister pour les mettre en œuvre), même lorsqu'elles sont manifestement contre-productives, en présumant qu'elles sont partagées par la grande majorité des adhérents.

Dans le premier cas, cela revient à retarder le processus vers la reconstitution des syndicats nationaux unitaires ouverts à tous les travailleurs; dans le second, cela oscille entre la nullité et le suivisme.

La bataille, évidemment minoritaire, menée par certains de nos camarades au sein des Cobas de leur catégorie et dans leurs instances dirigeantes, a toujours eu pour objectif de mener une action de critique militante contre ces «maladies infantiles»<sup>3</sup> et, si elle n'a pas été et ne pouvait être en mesure de modifier l'orientation générale de l'organisme auquel ils adhéraient, elle a néanmoins permis de rassembler autour de nos positions un noyau de prolétaires combattifs, même d'origines politiques diverses. En tout état de cause – et sans jamais exclure d'autres voies et formes d'action économique –, s'ouvre ici un champ susceptible de nous fournir de précieuses expériences. Du moins jusqu'à présent, c'est ici qu'il y a le plus à semer, et surtout plus que dans les organisations traditionnelles.

La crise générale que traverse le capitalisme depuis des mois déjà et qui atteint en ce moment même des sommets exceptionnels pourrait accélérer le processus de réorientation de la classe ouvrière, sous la pression de tensions sociales de plus en plus vives, vers le programme de lutte immédiate et finale dont les communistes révolutionnaires se font les porte voix. À ce processus – le seul qui puisse également décider du sort des anciens syndicats –, nous savons que nous pouvons et devons apporter une contribution décisive en proposant une orientation précise et cohérente des luttes, ainsi qu'une critique des forces politiques qui les détournent vers des issues démocratiques ou faussement «extrémistes», sans jamais perdre le fil une orientation ancrée non seulement sur des fondements théoriques précis, mais aussi sur un bagage d'expériences plus que séculaire.

**7.** La condition préalable à un développement ordonné, sérieux et en profondeur de ces formes d'activité pratique est que notre presse – dont il convient de réaffirmer, à l'instar de «Que faire?», la fonction d'organisateur collectif tant pour la classe que pour les militants – développe de manière régulière et toujours plus incisive les points de principe énumérés dans la première partie et affirmés et réaffirmés dans des textes fondamentaux tels que «Parti et action économique»; dénonce le caractère non seulement dérisoire, même à des fins purement économiques, mais aussi contre-révolutionnaire les formes de lutte pratiquées et des objectifs poursuivis par les centrales existantes; montre les limites de l'action revendicative et la nécessité de la dépasser dans la lutte politique générale; combatte les tendances corporatistes, localistes et entrepreneuriales qui renaissent sans cesse dans les rangs mêmes du prolétariat; stigmatise la pratique obscène, encouragée par l'opportunisme, qui consiste à implorer, en faveur des revendications ouvrières, l'intervention «paternelle» de l'État ou d'une opinion publique dûment «sensibilisée»; proclame l'impossibilité d'un syndicalisme politiquement «neutre»; prône la naissance d'associations de classe ouvertes à l'influence décisive du parti révolutionnaire et susceptibles d'être conquises par celui-ci; souligne avec vigueur l'importance de l'unification internationale des luttes et des organisations économiques et, plus généralement, à un stade ultérieur, de toutes les organisations intermédiaires; et enfin, en rappelant aux ouvriers les grandes étapes de leur mouvement de classe, ses glorieuses victoires et ses défaites riches d'enseignements, suive avec la plus grande attention l'évolution des luttes de classe dans le monde, en subordonnant strictement son combat et ses directives aux positions programmatiques générales et de principe du Parti.

---

3. Le virus démocratique atteint son paroxysme dans les clubs et autres organismes « auto-convoqués », « autogérés », etc., qui voient la garantie du caractère de classe des décisions d'action non pas dans leur conformité à un programme général de classe, mais dans la consultation permanente de la base. Instaurer la «démocratie interne» avec des mandats toujours révocables pour les dirigeants, et vous obtiendrez automatiquement le syndicat (ou quel que soit le nom que l'on veuille lui donner) de classe, c'est-à-dire répondant aux intérêts généraux et permanents des travailleurs !

## ***PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET ACTION ÉCONOMIQUE***

Il convient de rappeler quelle a été l'attitude de la Gauche communiste italienne sur les questions syndicales, en passant ensuite à l'examen de ce qui a changé sur le terrain syndical après les guerres et les totalitarismes.

**1.** Alors que le parti italien n'était pas encore constitué, deux grandes questions de tactique furent débattues au second Congrès de l'Internationale en 1920: l'action parlementaire et l'action syndicale. Les représentants du courant hostile à la participation électorale s'opposèrent à la soi-disant gauche qui proposait la scission syndicale et le renoncement à la conquête des syndicats dirigés par les opportunistes. Elle était composé de courants qui, au fond, plaçaient le centre de l'action révolutionnaire, non dans le parti, mais dans le syndicat, et voulait ce dernier pur de toute influence bourgeoise (Tribunistes hollandais, KAPD allemand, Syndicalistes américains, écossais, etc.).

**2.** La Gauche d'alors combattit âprement ces mouvements analogues au mouvement turinois de «*L'Ordine Nuovo*». Commettant une grave confusion sur les périodes et les instruments du mouvement prolétarien, ils croyaient que la tâche révolutionnaire consistait à vider les syndicats au profit des conseils d'usine, vus comme la trame, initiée en plein capitalisme, des organes économiques et étatiques de la révolution prolétarienne.

**3.** Les questions parlementaires et syndicales se trouvent sur deux plans bien distincts. Il est incontestable que le parlement est l'organe de l'Etat bourgeois où sont prétendument représentés toutes les classes de la société, et tous les marxistes révolutionnaires sont d'accord qu'il ne peut servir de base à aucun autre pouvoir que celui de la bourgeoisie. La question est de savoir si l'utilisation des mandats parlementaires peut servir à la propagande et à l'agitation pour l'insurrection et la dictature. Les opposants soutenaient que, même pour ce seul objectif, la participation de nos représentants à un organisme commun avec les représentants bourgeois produisaient un effet opposé à celui recherché.

**4.** Les syndicats, quels que soient ceux qui les dirigent, rassemblent toujours les éléments d'une même classe puisqu'ils sont des associations économiques professionnelles. Il est bien possible que les prolétaires organisés élisent des représentants de tendance non seulement modérées mais carrément bourgeoises, et que la direction du syndicat tombe sous l'influence capitaliste. Il reste cependant que les syndicats sont composés exclusivement de travailleurs; il ne sera donc jamais possible de dire la même chose que pour le parlement, à savoir qu'ils ne peuvent avoir de direction que bourgeoise.

**5.** En Italie, avant la formation du Parti Communiste, les socialistes excluaient de travailler dans les syndicats blancs des catholiques et dans les syndicats jaunes des républicains. Par la suite, les communistes en présence de la grande Confédération dirigée par les réformistes et de l'Union Syndicale dirigée par les anarchistes, décidèrent unanimement et sans hésitations de ne pas fonder de nouveaux syndicats, mais de travailler à l'intérieur de ceux que nous venons de dire, en tendant ainsi à leur unification. Au plan international, le parti italien unanime soutint non seulement le travail dans tous les syndicats sociaux-démocrates nationaux, mais aussi l'existence de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern) qui estimait que la conquête de la Centrale d'Amsterdam était impossible parce qu'elle était liée à la Société Des Nations bourgeoise à travers le Bureau International du Travail. La Gauche italienne s'opposa violemment à la proposition de liquider le Profintern pour constituer une Internationale Syndicale unique, en soutenant toujours le principe de l'unité et de la conquête interne des syndicats et confédérations nationales.

**6. a)** L'activité syndicale a eu comme conséquence une politique très différente des pouvoirs bourgeois selon les phases historiques successives. Comme les premières bourgeoisies révolutionnaires interdirent toutes les associations économiques comme des tentatives de reconstituer les corporations non libérales du Moyen Age, et comme toute grève était violemment réprimée, tous les premiers mouvements syndicaux prirent des aspects révolutionnaires. Dès ce moment le *Manifeste* avertit que tout mouvement économique et social conduit à un mouvement politique et a une très grande importance en ce qu'il étend l'association et la coalition prolétariennes, alors que ses conquêtes purement économiques sont précaires et n'entament pas l'exploitation de classe.

**b)** Dans la période suivante, la bourgeoisie, qui avait compris qu'il lui était indispensable d'accepter que se pose la question sociale, toléra et légalisa les syndicats en reconnaissant leur action et leurs revendications, précisément pour conjurer la solution révolutionnaire; il s'agit de toute la période sans guerre et de relative amélioration progressive du bien-être qui va jusqu'en 1914. Durant toute cette période le travail dans les syndicats fut un élément tout à fait primordial pour la formation de puissants partis socialistes ouvriers; et il était évident que ces derniers pouvaient provoquer de grands mouvements surtout grâce à l'utilisation des leviers syndicaux.

L'écroulement de la Deuxième Internationale a démontré que la bourgeoisie avait conquis une influence décisive sur une grande partie de la classe ouvrière grâce à ses rapports et à ses compromis avec les chefs syndicaux et parlementaires qui, partout, dominaient l'appareil des partis.

**c)** Au cours de la reprise du mouvement après la révolution russe et la fin de la guerre impérialiste, il s'agit précisément de faire le bilan de la désastreuse faillite de l'encadrement politique et syndical; on tenta de conduire le prolétariat mondial sur le terrain révolutionnaire en éliminant par des scissions les chefs politiques et parlementaires traîtres, et en faisant en sorte que les nouveaux partis communistes, travaillant dans les rangs des organisations prolétariennes les plus larges, parviennent à en éliminer les agents de la bourgeoisie. Face aux premiers vigoureux succès dans beaucoup de pays, le capitalisme se trouva dans la nécessité, pour empêcher l'avancée révolutionnaire, de frapper par la violence et de rendre illégaux, non seulement les partis mais aussi les syndicats où ceux-ci travaillaient. Cependant ces totalitarismes bourgeois, dans toute la complexité des situations, ne décidèrent jamais l'abolition du mouvement syndical. Au contraire, ils préconisèrent et réalisèrent la constitution d'un nouveau réseau syndical pleinement contrôlé par le parti contre-révolutionnaire, et, quel que soit sa forme, déclaré unique et unitaire et strictement lié à la mécanique administrative et étatique.

Même là où, après la seconde guerre mondiale, suivant la formulation politique courante, le totalitarisme capitaliste semble avoir été remplacé par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à se développer de façon ininterrompue vers le plein contrôle par l'Etat et vers son insertion dans les organismes administratifs officiels. Le fascisme, réalisateur dialectique des vieilles aspirations réformistes, a accompli celle de la reconnaissance juridique du syndicat de façon qu'il puisse être titulaire de contrats collectifs avec les patrons jusqu'à l'emprisonnement effectif de tout l'appareil syndical dans les structures du pouvoir bourgeois de classe. Ce résultat est fondamental pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce que l'influence et l'utilisation d'associations syndicales est une étape indispensable pour tout mouvement révolutionnaire dirigé par le parti communiste.

**7.** Il est évident que ces modifications radicales du rapport syndical ne relèvent pas uniquement de la stratégie politique des classes en contraste et de leurs partis et gouvernements, mais sont aussi en rapport étroit avec les modifications du rapport économique entre le donneur de travail et l'ouvrier salarié. Lors des premières luttes syndicales avec lesquelles les travailleurs cherchaient à opposer au monopole des moyens de production celui de la force de travail, l'âpreté du contraste découlait de ce que le prolétariat, privé depuis longtemps de toute réserve de consommation, n'avait absolument aucune autre ressource que le salaire quotidien; toute lutte contingente se transformait donc en une lutte à mort.

Il est indéniable que la théorie marxiste de la misère croissante est confirmée par l'augmentation continue du nombre des purs prolétaires et par l'expropriation sans retenue, centuplée par les guerres, les destructions, l'inflation monétaire, des dernières réserves des couches sociales prolétariennes et des couches moyennes, et que dans beaucoup de pays le chômage voire le massacre des prolétaires atteint des chiffres énormes; cependant là où la production industrielle fleurit, toute la gamme des mesures réformistes d'assistance et de prévoyance pour les salariés, crée pour les ouvriers occupés un nouveau type de réserve économique qui représente une petite garantie patrimoniale, analogue dans une certaine mesure à celle de l'artisan et du petit paysan; le salarié a donc quelque chose qu'il risque de perdre ce qui (phénomène déjà constaté par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne les dites aristocraties ouvrières) le rend hésitant voire opportuniste au moment de la lutte syndicale et, pire encore, de la grève et de la révolte.

**8.** Au-delà du problème contingent pour le parti communiste révolutionnaire de travailler dans tel ou tel pays dans des syndicats donnés ou de rester à l'écart, les éléments de la question résumés jusqu'ici, conduisent à conclure que dans toutes les perspectives de mouvement révolutionnaire, les facteurs fondamentaux suivants ne peuvent pas ne pas être présents: 1) un ample et nombreux prolétariat de purs salariés; 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprend une partie importante du prolétariat; 3) un fort parti de

classe, révolutionnaire, dans lequel milite une minorité des travailleurs, mais qui, grâce au développement de la lutte, a pu opposer solidement et à grande échelle son influence dans le mouvement syndical à celui de la classe et du pouvoir bourgeois.

Les facteurs qui ont conduit à établir la nécessité de ces trois conditions ont été donnés: par la conception correcte de la théorie du matérialisme historique qui relie le besoin économique élémentaire de l'individu à la dynamique des grandes révolutions sociales; par la juste perspective de la révolution prolétarienne par rapport aux problèmes de l'économie, de la politique et de l'Etat; par les enseignements de l'histoire de tous les mouvements associatifs de la classe ouvrière aussi bien dans leurs mouvements ascendants et leurs victoires que dans leurs défaites et leurs dégénérescences.

La perspective décrite ici en grandes lignes n'exclue pas que l'on puisse rencontrer les épisodes les plus variés de modifications, dissolutions, reconstitutions d'associations de type syndical, de toutes ces associations qui se présentent dans les divers pays soit liées aux organisations traditionnelles qui prétendaient se fonder sur la méthode de la lutte de classe, soit plus ou moins liées aux méthodes et orientations sociales les plus diverses, y compris conservatrices.



# «ORGANISMES TERRITORIAUX DE LUTTE PROLÉTARIENNE» QUE SONT-ILS ET QUE DOIVENT-ILS DEVENIR ?

## Préambule

Nous avons insisté à plusieurs reprises sur le fait que, si l'évolution des syndicats dans le contexte de la phase impérialiste moderne a transformé la structure syndicale traditionnelle en un véritable organe de contrôle économique et social du prolétariat, cela n'a certainement pas fait disparaître la nécessité de la défense économique, tout comme l'antagonisme radical et potentiel du prolétariat envers le capital n'a pas disparu. Le déroulement même de la crise économique, les contradictions qu'elle fait apparaître, les dérives sociales qui en résultent repoussent inexorablement les travailleurs de tous les États impérialistes sur ce terrain de lutte et les contraindront à se doter à nouveau de structures stables de défense. Et celles-ci seront également l'un des terrains d'affrontement entre les communistes et le front hétéroclite de l'ennemi réformiste bourgeois (cf. notre brochure de propagande, Pour la défense intransigeante des conditions de vie et de travail des prolétaires - formes d'organisation, méthodes et objectifs de lutte). Voilà, en résumé, le chemin qui engagera notre classe dans la reprise des luttes sur le plan purement syndical et social: un chemin qui non seulement n'est pas et ne sera pas linéaire, mais qui se nourrit et se nourrira de plus en plus d'expériences organisationnelles transitoires – un peu comme l'énergie potentielle qui s'accumule avant d'exploser. L'une de ces expériences organisationnelles consiste à former des «organismes» ou des «comités» de travailleurs qui se regroupent au-delà des frontières de l'entreprise, de l'usine et – comme dans le cas des éléments issus du secteur public très fragmenté – de la catégorie professionnelle, et qui cherchent à rassembler également les prolétaires qui vivent dans l'isolement des micro-entreprises ou dans la prison du «statut d'indépendant» ou d'auto-entrepreneur.

Ce sont des expériences importantes, qui indiquent souvent la voie d'une réorganisation possible: mais elles ne sont pas (et ne peuvent pas être) l'embryon d'un syndicat de classe. Elles s'accompagnent souvent d'autres expériences de lutte, importantes mais différentes sur le plan organisationnel, et qui sont elles aussi, pour nous communistes, transitoires.

Ce qui est important pour nous, c'est que ces organismes soient ouverts à tous les travailleurs, y compris ceux qui subissent et expriment des positions appartenant au monde varié du réformisme maximaliste. Cependant, pour éviter qu'ils ne se transforment en centres de discussion stériles et inutiles entre militants ou qu'ils ne deviennent des groupes d'activistes volontaires au service des causes les plus diverses, nous, communistes, avons le devoir de fixer des contenus et des limites précis qui favorisent leur vitalité, leur durée et la poursuite d'objectifs visant à rompre avec la trahison et l'inertie de toutes les corporations syndicales nationales, grandes et petites. Il s'agit donc de préciser les lignes directrices selon lesquelles orienter la volonté de lutte de ces organismes et de préciser leurs objectifs afin d'organiser la rébellion spontanée et le rejet de la «pratique corrompue des syndicats».

Le terrain de lutte de ces organismes est celui de la défense des intérêts immédiats de notre classe: salaire, santé et, plus généralement, conditions de vie et de travail, à partir de situations spécifiques à certaines entreprises mais généralisées et applicables à tous les travailleurs salariés.

Il faut être conscient du fait que, dans le cadre des lois actuellement en vigueur et compte tenu des rapports de force actuels, ces organismes peuvent difficilement devenir des partenaires sociaux et avoir le pouvoir de «régler un conflit». Mais c'est précisément pour cette raison qu'ils peuvent organiser une combativité qui représente les intérêts de tous les travailleurs, au-delà des limites de la négociation elle-même: promouvoir et organiser la lutte (et sa défense), la coordonner et la soutenir avec des caisses de résistance, en identifiant toujours un noyau de travailleurs fiables et combattifs qui contrôlent les syndicalistes professionnels, en les surveillant de près à chaque instant du conflit.

Avec le syndicalisme du régime et ses représentants, la collision est évidente et c'est pourquoi la différence entre les «organismes territoriaux de lutte prolétarienne», dont nous souhaitons la formation, et les RSU (Représentations Syndicales Unitaires) et les sections syndicales d'entreprise doit toujours être claire: ce qui signifie que, s'il est tolérable que, pour des raisons pratiques, les travailleurs adhérant à l'«organisme» aient une carte syndicale dans

leur poche, il est nécessaire que celui-ci propage et pratique toutes les formes possibles de syndicalisme de classe. Avec le syndicalisme du régime et ses représentants, la collision est évidente, c'est pourquoi il faut toujours bien faire la distinction entre les «organismes territoriaux de lutte prolétarienne», dont nous souhaitons la création, et les RSU (représentants syndicaux unitaires) et les sections syndicales d'entreprise: ce qui signifie que, s'il est tolérable que, pour des raisons pratiques, les travailleurs adhérant à l'«organisme» aient une carte syndicale dans leur poche, il est nécessaire que celui-ci propage et pratique toutes les formes possibles de syndicalisme de classe. Voyons donc ci-dessous quels sont les points autour desquels doivent s'organiser ces expériences de lutte prolétarienne.

## Quatre domaines d'action

Dans la situation historique actuelle, résultat d'une profonde transformation des formes de défense du prolétariat à l'ère de l'impérialisme, l'organisation des travailleurs se manifeste de deux manières: dans des structures syndicales totalement intégrées dans les appareils politiques et économiques de l'État (pour ainsi dire «nationalisées», même si elles sont formellement «libres»), animées par une aristocratie ouvrière encore large et répandue sur le territoire, définitivement et rigoureusement établie sur le front ennemi, et dans un ensemble de structures syndicales minuscules.

Avant d'esquisser un projet organisationnel, définissons les domaines dans lesquels convergent la lutte pour la défense économique dans son aspect le plus général, la lutte au sein des grandes et petites entreprises, et enfin le contexte dans lequel, à l'intérieur de celles-ci, les forces politiques classistes et révolutionnaires doivent agir.

**Le champ de la lutte économique** est celui de la défense des intérêts immédiats de la classe, avec pour objectif la défense du salaire et de la santé physique des travailleurs (horaires, rythmes, heures supplémentaires, productivité, intensité), et plus généralement des conditions de vie et de travail de tous les prolétaires. Comme il n'agit pas dans le cadre d'une relation contractuelle comme c'est le cas dans un syndicat (mais pas parce qu'il le refuse idéologiquement), l'organisme territorial de lutte s'exprime concrètement sur l'ensemble des besoins et des intérêts de la classe dans tous les domaines du travail et avec tous les moyens de lutte, en fonction d'un rapport de forces donné et des événements que traverse le capitalisme. Pour ce faire, son état d'organisation et d'activité est celui de la «quasi-légalité»: il promeut et soutient donc les activités de défense, de coordination et de lutte (délégation aux prolétaires les plus combattifs et caisses de résistance).

**Le domaine syndical du régime** reste exclu de cet organe territorial de lutte prolétarienne, car depuis longtemps déjà, il n'est plus possible de conquérir, au sein des syndicats actuels, des espaces de lutte et des positions permettant une activité de classe: la condition actuelle est d'être chassé et dénoncé, à moins d'avoir créé un rapport de force externe capable de contrer leur action. Il faut donc mettre à l'ordre du jour la dénonciation de la trahison et de la collaboration ouverte, de la concertation et des pactes de pacification, des grèves factices, des objectifs interclassistes et de la réglementation des grèves, qui sont continuellement repropoés comme un macabre mantra par les syndicats du régime. Il faut notamment mettre en évidence la dénonciation de la délégation syndicale par laquelle notre classe est livrée aux mains de la bourgeoisie (c'est-à-dire le mécanisme par lequel les organisations syndicales légalement reconnues, en accord avec le patronat et l'État, prélèvent automatiquement la cotisation syndicale sur le salaire des travailleurs). À la place de l'organisation actuelle du régime, il faut promouvoir une forme d'organisation syndicale indépendante et de classe.

**Le cadre syndical des «comités de base»** peut être utilisé dans la mesure où ceux-ci anticipent une activité syndicale de classe auprès des travailleurs. Étant donné que, dans la plupart des cas, ces «comités» ne diffèrent guère des syndicats du régime, si ce n'est qu'ils sont plus petits et fragmentés en secteurs et catégories individuels, il convient de critiquer leur activité lorsqu'elle soutient les grandes corporations. Ils regroupent souvent des intérêts qui échappent au contrôle des grandes corporations et, par conséquent, le niveau de conservation corporative (la niche créée pour satisfaire des intérêts spécifiques) est très résistant, même s'il s'accompagne d'une certaine vivacité conflictuelle. Il faut pousser ces «comités» à sortir d'un cadre catégoriel et professionnel et à nouer des relations plus larges avec d'autres associations identiques, dans le but au moins de créer un syndicat unitaire inter-catégoriel.

**Le domaine politique** plus général a pour tâche d'alimenter la lutte prolétarienne elle-même avec des méthodes et des contenus, des objectifs et des capacités organisationnelles. En effet, dans ces «comités», il y a toujours une tendance économiste qui s'accompagne souvent d'une orientation «politicienne» (l'aspiration utopique d'en faire la

«cellule» d'un parti politique ou un «petit parlement ouvrier»). Il faut donc cultiver la mémoire et l'expérience des luttes internationales du prolétariat, afin de s'entraîner à dépasser le mode de production capitaliste actuel.

## Ébauche organisationnelle possible

Un organisme territorial de lutte pour la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires doit être ouvert à tous les travailleurs, mais fermé aux intérêts de la bourgeoisie et donc aux agents des corporations syndicales du régime.

Il doit s'agir d'un lieu de confrontation décisionnelle pour tous les travailleurs (employés dans tous les secteurs, mais aussi chômeurs, retraités, précaires sous toutes leurs formes, et de tout sexe, âge, origine, etc.) qui, par leur participation active, fondent la seule unité prolétarienne possible et nécessaire, celle qui part de l'identification des intérêts substantiels de notre classe.

Il doit s'agir d'un instrument qui, en organisant les forces qui naissent sur les lieux de travail (et en les transportant hors de la prison des lieux de travail), tend à dépasser les étroitures des intérêts catégoriels grâce à la contribution de la force de tous les autres travailleurs.

Il doit être un moyen d'agitation, c'est-à-dire un instrument actif de soutien et de liaison entre les luttes qui s'ouvrent sur le territoire, surtout lorsque leur qualité exprime une tendance à dépasser les compatibilités imposées et exprimées par les appareils syndicaux du régime.

Il doit exprimer et renforcer la pratique des luttes ouvrières et donc proposer et utiliser toutes les méthodes qui, déformées et monopolisées par les organisations du régime, en expriment la force, afin qu'elles redeviennent de véritables lignes d'action de classe.

Elle doit refléter une organisation fonctionnelle, avec une structure qui tend à garantir la stabilité et la continuité. Son mécanisme décisionnel ne peut être celui d'une démocratie prolétarienne abstraite ou, pire encore, d'un unanimisme assemblé tout aussi idéaliste, mais doit être l'expression de la qualité opérationnelle d'une majorité de lutte.

Un tel organisme ne peut se fermer aux expériences de lutte sociale qui s'ouvrent sur le territoire, luttes auxquelles participent également d'autres secteurs de la population (logement, services, environnement, etc.), mais il doit y introduire de manière intransigeante non seulement le point de vue, mais aussi et surtout les intérêts des prolétaires.

Un tel organisme, précisément parce qu'il n'est pas de nature politique mais économique et sociale, n'est pas fermé à la confrontation entre les différentes positions politiques des travailleurs qui l'animent: au contraire, il favorise leur maturation vers des positions révolutionnaires, internationalistes et radicalement anticapitalistes; mais il refuse d'être le terrain d'un «débat entre groupes politiques», terrain par nature stérile et nuisible.

# **Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien.**

---

CE QUI NOUS DISTINGUE: La ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921), à la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du “socialisme dans un seul pays” et la contre-révolution stalinienne, et au refus des fronts populaires et des blocs partisans et nationaux. La dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaires au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste.

---

[www.internationalcommunistparty.org](http://www.internationalcommunistparty.org)  
[info@internationalcommunistparty.org](mailto:info@internationalcommunistparty.org)